



TOUS LES SPORTS AUTREMENT
COMITE DEPARTEMENTAL DE L'ESSONNE
Union Française des Œuvres laïques d'Education Physique

Siège social : 1 rue Pasteur
91000 EVRY-COURCOURONNES

Exercice clos le 31 décembre 2024

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS



TOUS LES SPORTS AUTREMENT

COMITE DEPARTEMENTAL DE L'ESSONNE
Union Française des Œuvres Laïques d'Éducation Physique

Siège social : 1 rue Pasteur
91000 EVRY-COURCOURONNES

Exercice clos le 31 décembre 2024

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

A l'Assemblée générale,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Comité départemental U.F.O.L.E.P de L'Essonne relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon la norme d'exercice professionnel relative à la mission du commissaire aux comptes nommé pour six exercices dans des petites entreprises. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de cette norme sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les



appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Comme mentionné ci-avant, la note « changement de méthode comptable » de l'annexe expose le changement de méthode comptable survenu au cours de l'exercice relatif à la comptabilisation de la provision pour indemnités de départ en retraite.

Dans le cadre de notre appréciation des principes comptables suivis par votre association, nous nous sommes assurés du bien-fondé de ce changement et de la présentation qui en est faite.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé au contrôle des documents adressés à l'organe appelé à statuer sur les comptes, conformément à la norme d'exercice professionnel relative à la mission du commissaire aux comptes nommé pour six exercices dans des petites entreprises.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant la gouvernance de l'association relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément à la norme d'exercice professionnel relative à la mission du commissaire aux comptes nommé pour six exercices dans des petites entreprises permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément à la norme d'exercice professionnel relative à la mission du commissaire aux comptes nommé pour six exercices dans des petites entreprises, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Boulogne, le 9 avril 2025

audit france

Commissaire aux Comptes

Représenté par Olivier Souillard

Commissaire aux Comptes

BILAN

ACTIF	31.12.2024			31.12.2023	PASSIF	31.12.2024	31.12.2023
	Brut	Amort. & Dépréciation	Net				
ACTIF IMMOBILISE					FONDS PROPRES		
Immobilisations incorporelles					Fonds propres (avant affectation)	488 035	445 280
Terrains					Résultat de l'exercice	28 603	42 756
Constructions					Subventions d'investissement		
Matériels d'activités	13 031	13 031			Total	516 639	488 035
Autres immobilisations corporelles	135 117	73 432	61 685	53 343	FONDS DEDIES & PROVISIONS		
Immobilisations en cours					Fonds dédiés	64 500	32 000
Autres prêts et titres immobilisés					Provisions pour risques		
Dépôts et cautionnements	2 831		2 831	2 680	Provisions pour charges	60 460	57 247
Total	150 979	86 463	64 516	56 024	Total	124 960	89 247
ACTIF CIRCULANT					DETTES		
Stocks					Emprunts et dettes assimilées		
Usagers - clients	49 148		49 148	30 261	Fournisseurs	14 162	22 598
Comptes courants Réseau	12 760		12 760	1 932	Dettes fiscales et sociales	42 195	45 608
Autres créances	4 300		4 300	23 000	Comptes courants Réseau	116 449	114 137
Charges constatées d'avance	6 388		6 388	13 293	Autres dettes	192	649
Trésorerie	749 278		749 278	705 645	Produits constatés d'avance	71 793	69 880
Total	821 874		821 874	774 131	Total	244 791	252 872
Total	972 853	86 463	886 390	830 154	Total	886 390	830 154

COMPTE DE RESULTAT	2024	2023
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	76 790	70 105
Ventes de biens		
Prestations de service	386 103	235 861
Subventions d'exploitation	240 054	194 945
Dons et Mécénat		
Contributions financières	50 410	27 432
Reprises sur dépréciations et provisions	6 492	5 149
Produits des cessions d'immobilisations		
Utilisations des fonds dédiés	32 000	121 335
Autres produits	1 163	1 171
Total	793 011	655 998
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	295 813	171 308
Aides financières	1 500	
Impôts et taxes	6 135	5 368
Salaires	279 032	279 759
Cotisations sociales	76 802	69 697
Dotations aux amortissements	24 102	21 192
Dotations aux dépréciations		
Dotations aux provisions	9 705	13 094
Valeurs comptables des immobilisations cédées		
Reports en fonds dédiés	64 500	32 000
Autres charges	15 110	12 546
Total	772 700	604 965
RESULTAT D'EXPLOITATION (I)	20 311	51 033
PRODUITS FINANCIERS		
Produits financiers	9 343	4 031
Reprises sur dépréciations et provisions		
Total	9 343	4 031
CHARGES FINANCIERES		
Charges financières		
Dotations aux dépréciations et provisions		
Total		
RESULTAT FINANCIER (II)	9 343	4 031
RESULTAT COURANT (I + II)	29 654	55 064
Produits exceptionnels		15 880
Charges exceptionnelles		28 188
RESULTAT EXCEPTIONNEL (III)		-12 308
Impôts sur les bénéfices	1 051	
RESULTAT DE L'EXERCICE (I + II + III)	28 603	42 756

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature et prestations en nature	6 030	6 030
Bénévolat	570 124	534 800
Total	576 154	540 830
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Mises à disposition gratuite de biens et prestations en nature	6 030	6 030
Personnel bénévole	570 124	534 800
Total	576 154	540 830

Au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2024, qui dégage un excédent de **28 603,21 €**.

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 1er janvier au 31 décembre.

Les comptes annuels composés du bilan, du compte de résultat et de l'annexe forment un tout indissociable.

Objet social et périmètre des activités de l'association : L'UFOLEP a pour objet l'éducation par la pratique et le développement d'activités physiques, sportives et de pleine nature dans le département de l'Essonne.

I - FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE ET EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Néant

II - PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

Les comptes annuels de l'exercice ont été établis et présentés conformément aux dispositions du règlement 2018-06 de l'ANC relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels. L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques. L'amortissement des biens non décomposables est pratiqué sur la durée d'usage, sans rechercher la durée d'utilisation. Sauf exception, les créances et dettes ont des échéances à moins d'un an.

III - NOTES SUR L'ACTIF DU BILAN

1. Immobilisations incorporelles et corporelles

a) Tableau de variations des immobilisations

Valeurs brutes	Début	Acquisitions	Diminutions	Fin
Logiciels informatiques				
Terrains				
Constructions et agencements				
Matériel sportif	32 180,81	11 491,00		43 671,81
Agencements & aménagements divers	1 348,80			1 348,80
Matériel de transport	64 917,91	16 831,00		81 748,91
Matériel informatique	17 431,22	1 687,83	1 162,91	17 956,14
Mobilier de bureau	2 048,02	2 434,00	1 060,00	3 422,02
Immobilisations en cours				
Total	117 926,76	32 443,83	2 222,91	148 147,68

b) Acquisitions et désinvestissements

Les acquisitions concernent :

- Un pack de pistolets laser ;
- Un terrain multisport et deux terrains de boxe ;
- Des bureaux de travail ;
- Un ordinateur portable avec 2 écrans ;
- Un véhicule.

Les sorties concernent :

- La reprise d'un véhicule
- Les anciens bureaux de l'open space
- L'ancien PC de l'AD sport société dont l'écran est cassé.

c) Tableau de variations des amortissements

Amortissements	Taux linéaire	Début	Dotations	Reprises	Fin
Logiciels informatiques	33%				
Constructions et agencements	5%				
Matériel sportif	33% à 20%	25 766,39	3 893,82		29 660,21
Agencements & amén. divers	10%	1 348,80			1 348,80
Matériel de transport	25%	21 564,61	18 083,03		39 647,64
Matériel informatique	33%	13 929,87	1 845,86	1 162,91	14 612,82
Mobilier de bureau	20%	1 973,92	279,65	1 060,00	1 193,57
Total		64 583,59	24 102,36	2 222,91	86 463,04

2. Immobilisations financières

	Montant	- d'1 an	+ d'1 an
Prêts			
Autres prêts			
Titres			
Dépôts et cautionnements	2 830.99		2 680.44

3. Stocks

Néant

4. Usagers

	Brut	Dépréciations	Net
Usagers	22 865.01	0.00	22 865.01
Usagers douteux			
Usagers non encore facturés	26 283.00		26 283.00
Total	49 148.01	0.00	49 148.01

5. Comptes courants Réseau – solde débiteurs

UFOLEP NATIONALE 12 760.00

6. Autres créances

Avances permanentes aux salariés 200.00
Subventions à recevoir 4 100.00
4 300.00

7. Trésorerie

Parts sociales 4 350.00
Livret A 86 830.86
Compte sur livret 510 766.89
Compte courant 108 062.95
Comptes des CTD 36 810.32
Manifestations 2 457.38
749 278.40

8. Charges constatées d'avance

Loyers et charges locatives 4 065.13
Licences comptabilité et paye 2 322.68
6 387.81

IV - NOTES SUR LE PASSIF DU BILAN

1. Fonds propres

Les fonds propres sont le cumul des résultats dégagés depuis la création de l'association.

2. Subventions d'investissement

Néant

3. Fonds dédiés

	Début	Reports	Utilisations	Fin
DRJSCS	5 000,00		5 000,00	
ANS	4 000,00	14 000,00	4 000,00	14 000,00
CONSEIL DEPARTEMENTAL	23 000,00	40 500,00	23 000,00	40 500,00
CITE EDUCATIVE		10 000,00		10 000,00
UFOLEP NATIONALE				
CAF				
COMMUNES				
CONSEIL REGIONAL				
Total	32 000,00	64 500,00	32 000,00	64 500,00

4. Provisions et dépréciations

	Début	Dotations	Reprises (*)	Fin
Provisions pour risques				
Engagement de retraite du personnel (1)	57 246,97	9 705,12	6 491,83	60 460,26
Provisions pour charges	57 246,97	9 705,12	6 491,83	60 460,26
Immobilisations financières				
Usagers				
Autres créances				
Dépréciations				
Total	57 246,97	9 705,12	6 491,83	60 460,26
Dotations / reprises d'exploitation		9 705,12	6 491,83	
Dotations / reprises financières				
Dotations / reprises exceptionnelles				
Total		9 705,12	6 491,83	

(*) Dont reprises sur provisions utilisées conformément à leur objet

(*) Dont reprises sur provisions devenues sans objet 6 491,83
Total 6 491,83

(1) Conformément au règlement CNC n°2003-R.01 et à la convention collective de l'Animation, la provision pour engagements de retraite représente 1/4 de mois de salaire par année de présence pour l'ensemble des salariés en CDI ayant plus d'un an d'ancienneté, avec des charges patronales de 50%, sans actualisation, ni application d'un coefficient de rotation du personnel. Les éventuels changements de temps de travail au cours de la carrière des salariés ne sont pas pris en compte dans le calcul de la provision.

5. Emprunts et dettes assimilées

Néant

6. Fournisseurs

Fournisseurs	9 961,71
Fournisseurs, factures non parvenues	4 200,00
	14 161,71

7. Dettes fiscales et sociales

Provision pour congés payés	12 869,78
URSSAF	13 419,06
Retraite complémentaire	4 686,86
Prévoyance	416,17
Mutuelle	413,62
UNIFORMATION	4 665,96
Provision pour charges sociales sur congés payés	3 654,76
Prélèvement à la source	805,78
Impôt sur les produits financiers	1 051,00
Provision pour charges fiscales sur congés payés	212,35
	42 195,34

8. Comptes courants Réseau – solde créditeurs

UFOLEP Nationale	69 347.89
UFOLEP IDF	920.00
Ligue de l'enseignement de l'Essonne	46 181.59
	116 449.48

9. Autres dettes

Frais à rembourser – permanents	55.20
Usagers – soldes créditeurs	136.64
	191.84

10. Produits constatés d'avance

Affiliations et licences du 1 ^{er} septembre N au 31 décembre N	71 792.56
	71.792.56

V - NOTES SUR LE COMPTE DE RESULTAT**1. Prestations de service**

Type de Prestations	Exercice clos	Exercice précédent
CTD – engagements	20 989.40	18 223.26
CTD – formation	3 605.00	2 700.00
CTD – rbt déplacements nationaux	3 970.25	7 343.40
CTD – produits annexes	16 707.84	16 706.84
Prestations aux usagers	244 834.20	149 895.00
Formation	37 515.90	12 414.80
Mise à disposition de personnel	1 030.00	1 235.00
Remboursement de frais déplacement	4 561.81	1 056.37
Remboursements de formation	6 472.00	6 030.00
Autres produits annexes	53 796.56	20 256.06
Total Prestations	386 102.77	235 860.73

2. Subventions d'exploitation

	Exercice clos	Exercice précédent
Ministères	134 635.00	88 004.02
Conseil Régional	0.00	17 830.00
Conseil Départemental	81 144.00	53 000.00
Communes et Com.Com	9 700.00	7 683.00
Aides à l'emploi		
Autres subventions	14 575.34	28 428.00
Total	240 054.34	194 945.02

3. Contributions financières

	Exercice clos	Exercice précédent
Ligue de l'enseignement	24 000.00	24 000.00
UFOLEP Nationale	26 410.00	3 432.00
UFOLEP Ile-De-France	0.00	0.00
Total	50 410.00	27 432.00

4. Aides financières

Dons Mayotte	1 500.00
--------------	----------

5. Produits exceptionnels

Néant

6. Charges exceptionnelles

Néant

VI - AUTRES INFORMATIONS

1. Effectif

Salarié (hors "CEE")	Exercice clos		Exercice précédent	
	Effectif (1)	E.T.P. (2)	Effectif (1)	E.T.P. (2)
Cadres	3	3.00	3	3.00
Employés	3	2.84	5	5.65
Emplois aidés (Apprentis, ...)	2	2	3	2.25
Total	8	7.84	11	10.90

(1) Effectif à la clôture quel que soit la durée de travail

(2) Équivalent Temps Plein : Temps plein = 1 820 H/an

"CEE"	Exercice clos		Exercice précédent	
	Nb de	Nb de journées	Nb de	Nb de journées
Contrat CEE	NEANT		NEANT	

2. Rémunération des trois plus hauts cadres dirigeants

Pour satisfaire à l'article 20 de la loi du 23 mai 2006, il est indiqué qu'aucune rémunération n'a été versée au cours de l'exercice aux trois plus hauts cadres dirigeants.

3. Engagement de crédits-bails et locations de longue durée

Néant

4. Autres engagements hors bilan

Néant

5. Contributions volontaires en nature

a) Mise à disposition gratuite et prestations en nature

Mise à disposition de salles de réunion par le Conseil départemental de l'Essonne. La valorisation financière s'appuie sur la tarification des prestations des services publics et des redevances d'occupation du domaine de l'Essonne votée le 18/07/2017 (délibération 2017-01-0060).

Un courrier nous a été adressé accompagné de l'état récapitulatif

La valorisation 2021 de l'utilisation des salles de réunion de la Maison départementale des Comités sportifs est réalisée selon la tarification applicable au 01/01/2024, à savoir :

3 salles occupées pour 305€, 2 pour 535€, 2 pour 590€, 3 pour 1070 et enfin 1 pour 245€

Montant total pour l'année 2024 : 6 030 €

b) Bénévolat / Personnel bénévole

Nous avons valorisé le bénévolat en fonction du référentiel UFOLEP suivant :

Le taux horaire du SMIC appliqué est le suivant :

Taux horaire SMIC brut au 31/12/2024 =

Charges patronales 40% 4,51 €

Taux horaire SMIC chargé = 15,78 €

La valorisation du bénévolat pour l'année 2024 est détaillée dans le tableau ci-dessous :

Catégories	Dates	nb de présents	nb d'heures	Total	Total/ catégorie	Taux SMIC	Tarif Horaire	Montant
CD	07/02/2024	11	3	33	140	2	31,56 €	4 402,62 €
	27/03/2024	10	3,5	35				
	06/05/2024	11	3,5	39				
	17/12/2024	11	3,0	33				
Bureau	31/01/2024	4	2,5	10	56	2,5	39,45 €	2 209,20 €
	23/03/2024	4	3,0	12				
	02/10/2024	4	3,0	12				
	06/11/2024	4	3,0	12				
	09/12/2024	4	2,5	10				
AG	23/05/2024	42	2,5	105	105	2	31,56 €	3 313,80 €
Compétitions et CTD				0	22 259	1,5	23,67 €	526 870,53 €
	20/01/2024	90	15	1350				
	10/02/2024	90	13	1170				
	gym 6 WE	240	40	9600				
	17/02/2024	15	4	60				
	Pétanque 30j	320	10	3200				
	VB	14	30	420				
	cyclo 15 courses	480	12	5760				
	réunion CTD Pétanque	35	4,0	140				
	réunion CTD gym	15	16	240				
	réunion CTD TT	5	3	15				
	CTD cyclo	6	24	144				
	Tir	20	8	160				
CTR	gym	3	25,0	75	197	1,5	23,67 €	4 662,99 €
	cyclo	2	25,0	50				
	Natation	1	12,0	12				
	TT	3	20	60				
Betty		1	120	120	120	2,5	39,45 €	4 734,00 €
Gérard		1	70	70	70	2,5	39,45 €	2 761,50 €
Benevoles QE		20	40	800	800	1	15,78 €	12 624,00 €
Formations Gym	BF10	5	35	175	227	2	31,56 €	7 164,12 €
	BF20	2	20	40				
	Recyclage	4	3	12				
Alain Pechin		1	35	35	35	2,5	39,45 €	1 380,75 €
			TOTAL	24 009				
								570 123,51 €